

# Pouvoir et société en Algérie - Un tour d'horizon

samedi 10 octobre 2015, par [SAAD-EDDINE Mahdi](#) (Date de rédaction antérieure : 8 octobre 2015).

## Sommaire

- [1. Le président conforte \(...\)](#)
- [2. Des scandales récurrents et](#)
- [3. Le président conforte \(...\)](#)
- [4. Une manne pétrolière, à \(...\)](#)
- [5. L'opposition populaire, \(...\)](#)

Pour les observateurs de la scène politique nationale, la guerre de succession qui n'en finit pas, polarise l'attention et annonce le crépuscule d'un système à bout de souffle. Le règne de Bouteflika, tire à sa fin. Une fin émaillée par des scandales qui éclaboussent pratiquement, toute la classe politique au pouvoir. Ce qui inaugure semble-t-il, tous les scénarios possibles, « d'une succession à haut risque ». Le statu-quo est devenu intenable et entre les clans en présence, il y a divergence sur les rythmes du changement et le choix des hommes.

Le récent remaniement du gouvernement et le mélimélo qui en a suivi, a montré l'ampleur des désaccords. La stabilité est devenue le credo de toute la classe politique, justifiée par plus d'une décennie de violence et près de 200 000 morts. C'est cette quête obsessionnelle, qui est en fait génératrice de statu quo. Le pouvoir, assure ainsi sa pérennité. Il le fait, avec l'aide d'une opposition au garde-à-vous, une classe politique aphone et sans élites et qui ne cesse pas de faire amende honorable et un semblant de société civile sorti ex-nihilo et véritable pseudopode des associations officielles.

L'idéologie, est consubstantielle à la référence religieuse et toute aspiration sociale au changement, soumet inévitablement le politique au religieux. La société, est complètement prise dans une ambiance religieuse surfaite et enveloppée d'ultra conservatisme et la création culturelle, est inhibée par les arrières pensées du discours politique officiel.

La société, est régentée par un Etat Léviathan qui s'appuie sur une administration tentaculaire, une armée hyper équipée et des services de sécurité (et de renseignements), omnipotents et omniprésents dans la vie politique et sociale. Le pays, est entrain de payer le prix de son immobilisme, en fonçant droit dans le mur. Toutes les tentatives de réformes qui avait un caractère de véritable saupoudrage superficiel sur un système économique et politique devenu complètement obsolète, ont fait chou blanc. Le vrai problème, est dans l'acceptabilité sociale et politique des réformes qui sont décidées, en vase clos et sans associer les couches sociales concernées au premier abord. C'est toujours le pouvoir qui cherche à imposer les termes du consensus national.

Le pouvoir en reste là, il a d'ores et déjà rejeté ou ignoré toutes les propositions émanant de la classe politique ou du moins celles susceptibles de construire un tel consensus. Brusquement, le pays est rattrapé par ses démons passés. La situation actuelle, a déjà poussé le gouvernement à envisager des coupes budgétaires et à gérer la situation au jour le jour. La solution à laquelle recourt le pouvoir, pour désamorcer relativement la situation, est apparemment celle du lifting de

l'équipe gouvernementale. Les solutions ou les parties de la solution, ne sont plus détenues par le seul pouvoir.

## **1. Le président conforte sa mainmise sur l'appareil du FLN, pour imposer une succession consensuelle.**

Le congrès du FLN, marque une nouvelle étape dans la réappropriation de l'appareil, par le clan présidentiel. Ceci, n'est pas nouveau, ces affrontements en son sein, se sont toujours exacerbés à l'approche d'une échéance importante. Le congrès, est une sorte de révélateur des rapports de force en présence. Les instances de direction issues de ses travaux (comité central, BP) laissent augurer d'une sorte de glissement droitier. Tout cela, a commencé du temps de Belkhadem (S'hab ech chkara)<sup>1</sup> et cela continue avec Sâadani.

Au-delà du grenouillage qui a dominé la préparation de ce dixième congrès et la volonté d'une aile de ce parti de « redresser » le clan Sâadani, l'actuel secrétaire général du FLN, cette droitisation marque une ouverture sur les classes moyennes et les milieux d'affaires qui consacre la tendance dominante du moment qui s'exprime par un glissement apparent mais pas décisif, du centre de gravité du pouvoir absolu de l'armée, vers le pouvoir de « l'argent ».

Cette droitisation n'est par ailleurs pas propre à l'Algérie. Elle est un phénomène planétaire qui s'exprime par l'émergence des classes moyennes et supérieures, dans les mouvements protestataires, dans la participation aux élections et dans l'exercice du pouvoir. La participation de l'élément populaire, de ce point de vue, chiffres à l'appui,<sup>2</sup> s'est de plus en plus amenuisée.

Le triomphe de Sâadani, au 10<sup>e</sup> congrès, a confirmé l'emprise du clan présidentiel sur le pouvoir. Cela jette une lumière particulière, sur les mœurs d'une nomenklatura, complètement coupée de la société. Nul mieux que Sâadani, ne peut exprimer la promiscuité malsaine, unissant le monde de la politique à celui des affaires. Ce mélange inattendu de puissance et d'argent, est entrain de provoquer des reclassements, dont les dinosaures du parti en ont fait les frais<sup>3</sup>.

C'est bel et bien, la fin de toute une époque pour le FLN, dépositaire du populisme national. Les délégués se sont accommodés de l'absence de tout débat contradictoire et de tout courant critique. Une seule ligne politique a prévalu, celle du secrétaire général sortant, dont la reconduction dès le premier jour, n'était un mystère pour personne. Comme pour le 9<sup>e</sup> congrès, le président, devant l'urgence de s'assurer un espace pour peser sur l'avenir immédiat et compte tenu des nouveaux rapports de force qui se dessinent autour des enjeux de pouvoir, ne veut plus s'embarrasser d'apparaître comme le président de tous les Algériens, au-dessus des luttes partisans. Il est décidé de prendre part au débat qui concerne son propre avenir politique et de peser de toutes ses forces, en se réappropriant l'appareil du FLN.

Le président par son message fort au congrès, a tenté de prendre date dans le débat désormais public, sur sa succession. Le 10<sup>e</sup> congrès, comme les congrès précédents (le 8<sup>e</sup> et le 9<sup>e</sup>), préfigure une longue et chaotique marche des dinosaures du parti, pour consacrer le retour nostalgique à l'ère du parti unique. Les luttes intestines entre apparatchiks, les affrontements violents qui ont vu le jour avant les assises, inaugurent un processus de déliquescence avancé où le vieux a servi à faire du neuf, pour faire taire au sein de l'appareil et en dehors, toutes les voix discordantes et en faire un instrument efficient, dans la guerre de position qui se déroule, en quête d'un nouveau consensus au sein du pouvoir.

Pour Abdelhamid Mehri, figure charismatique du courant rénovateur du FLN, aujourd'hui disparue, le parti ne serait qu'« un instrument de caution de la politique du pouvoir ». Il a à son actif, dans un

passé récent depuis le 8<sup>e</sup> congrès, avec Abdelâaziz Belkhadem, la prise en charge de l'amendement de la constitution qui a mis fin à la limitation des mandats présidentiels et a inauguré l'ère de la présidence à vie. L'histoire récente et lointaine du pouvoir algérien, montre que le FLN, n'est qu'un appareil qui sert à mettre de l'ordre au sein des différentes fractions du pouvoir et à garantir des transitions en douceur. Dans l'ère Bouteflika, il est le cadre qui permet de donner une cohérence et de construire une assise, pour réaffirmer l'hégémonie d'une fraction sur une autre. A ce stade de la mutation du pouvoir, les catégories populaires « s'en sont écartés ou sont écartés ».

Pour M. Harbi, même du temps de la guerre de libération, « si le FLN adopte une plate-forme qui consacre la primauté du politique, il la révisé une année plus tard (1957 au Caire), sous la pression des « militaires ». Dans le cas du Vietminh, au Vietnam, ajoute-t-il, le politique est au premier plan. Dès le départ, « l'option d'une vision unitaire unanimiste, annonçait un néo autoritarisme, mélange d'archaïsme et de modernité, forcément répressif ». Pour M. Harbi, « les concepteurs de l'insurrection armée en novembre 1954, avaient une conception militaire de l'organisation politique et prêchaient à la fois, la prééminence absolue des dirigeants sur les dirigés et une vision unitariste de la société, pour restaurer l'Etat-nation »<sup>4</sup>.

Dans le cadre de ce congrès, le commis de l'Etat, le chef du gouvernement Abdelmalek Sellal, qui garde encore la main, est adoubé par le FLN néo-affairiste. Il sort, selon beaucoup d'observateurs paradoxalement renforcé. De façon concomitante, presque synchronisée, il y a ce retour inattendu de l'homme par qui, tout arrive. Le retour triomphal d'Ahmed Ouyahya, intronisé à la tête du Parti du rassemblement démocratique (RND). L'homme n'est pas un inconnu. Il est, comme il le dit lui-même, « l'homme des sales besognes ». Sera-t-il l'homme du consensus, rien n'est moins sûr. Pour les clans en présence, c'est l'heure de la mise en ordre, pour préparer la succession. Un deal semble trouver entre les différentes factions, pour régler tout cela dans la cohérence et la discipline. Il s'agit d'abord, de sauver le système et de le pérenniser.

Par petites touches, un nouveau dispositif, est mis en place. Un nouveau compromis, est né entre les sociétés économiques et le FLN, entre la présidence et le DRS, en vue d'échéances décisives. D'abord, cela donne à travers le 10<sup>e</sup> congrès du FLN qui marque une véritable normalisation et représente tout un symbole, presque une configuration nouvelle pour la période présente. Les assises du congrès, sans le soutien du DRS, ont été réglées « comme du papier à musique »<sup>5</sup> et le président Bouteflika en sort renforcé, avec des prérogatives de président du Parti (et non de président d'honneur). Ces prérogatives laissent-elles, les coudées franches, aux membres du clan présidentiel, tel le nouveau militant du FLN, le chef du gouvernement Abdelmalek Sellal, le frère-conseiller ou son ami Ali Haddad ?

Ce qui est clair, c'est que les résultats du congrès, s'inscrivent dans l'au-delà de 2019. Dans la foulée de ce congrès, est annoncée une réunion du conseil national du RND, un autre parti de l'alliance présidentielle où le secrétaire général Ahmed Bensalah, avec la sagesse qu'il arbore, a remis le tablier. C'est le tonitruant Ahmed Ouyahya, actuel directeur du cabinet du Président, qui reprend le flambeau, dans une opération là aussi, réglée de façon synchronisée. Les deux pôles de l'ancienne alliance présidentielle (FLN, RND), préconisent chacun à sa manière qui, une nouvelle alliance avec peut-être le MSP d'un hamas (islamistes modérés) rénové, de TAJ (rassemblement pour la justice) et du MPA (mouvement pour l'Algérie), pour Ouyahya, qui, un front le plus large possible, avec l'opposition qui apporte son soutien au Président, pour Sâadani. Au bout du compte à l'arrivée, on a un président plus fort que jamais, malgré sa maladie. Après 16 ans de règne, il devient un président entier (4/4). Il contrôle le gouvernement, les deux chambres du parlement, le conseil constitutionnel et même l'armée. Même les redresseurs du FLN, se réclament du président qui lui, bénéficie du soutien sans faille de l'UGTA et d'autres syndicats.

En quinze ans de règne, Bouteflika, s'est adjugé le soutien sans faille du FLN et la docilité de tout

l'appareil de l'administration. Il a développé avec beaucoup de rouerie, ses réseaux d'influence dans la société dite civile mais qui ne sont en fait, que les associations irriguées par l'aide publique et au sein des confréries religieuses qui apportent caution et dévotion à l'image d'un président qui se veut enraciné, dans l'humus de l'islam populaire. C'est se tromper, que de croire que le seul pouvoir dont dispose le président, est le contrôle exercé sur la machinerie électorale. Si une bonne partie des élites s'est opposée avec virulence à sa réélection, il reste que malade ou pas, sa côte de popularité, est restée élevée. Le président, incarne le confort du statu quo, le rempart contre l'aventure ou contre un scénario à la syrienne. Avec l'argent de la rente, des couches modestes de la société, ont été irriguées (logement, emploi-jeunes, accès à la consommation de masse etc.).

On en est arrivé, à une situation des plus surréalistes. Des émeutes, ont lieu presque tous les jours (10 000 et plus par an), dans tout le pays, pour des revendications diverses (revendications salariales, logements, coupure d'électricité etc.) et cela n'affecte en aucune manière, la stabilité du régime. Cette perception, est très répandue dans la société et transcende les classes sociales. Affaibli, quasiment absent de la scène politique, le président reste maître du jeu et du temps. C'est, comble de paradoxe, lui qui paraît donner le ton.

Le projet de nouveau texte fondamental (la nouvelle constitution), devrait donner des indices, sur ses intentions et celles du pouvoir. Le 15 avril 2011, au moment où les vents révolutionnaires du printemps arabe, soufflaient sur la région. Bouteflika sortait d'un long mutisme, pour annoncer son intention d'introduire de profondes réformes politiques, à travers l'élaboration d'une nouvelle constitution. Quatre années plus tard, c'est le flou artistique. L'avenir du pays et les grands défis auxquels il fait face, sont vécus en dehors du monde extérieur. Tout est vécu, comme si le monde extérieur n'existe pas et ce dernier, est presque assimilé à une menace<sup>5</sup>. Après la décennie sanglante et la « déconvenue du printemps arabe », la manière dont l'armée a fermé la parenthèse islamiste, en Egypte, la dynamique inquiétante et en apparence régressive en Tunisie, le changement est vécu comme le « chaos ».

La société, sous les coups de boutoir de la bigoterie ambiante, s'est parée d'une religiosité ostentatoire. Le vocabulaire du quotidien, les pratiques sociales, l'habillement, tout cela est désormais marqué par les codes musulmans, mais sans aucune signification politique. L'islamisme, n'est plus un recours à la crise de la société, mais un refuge au mal-être social. Les barbus, se sont normalisés, en se recyclant dans le commerce à tout venant. La dominante du discours nationaliste-chauvin, qui prolifère, fait que tout débat critique de rupture, n'est pas audible.

Le bilan du président, qui en est à son quatrième mandat, n'est pas abordé dans le débat public et les médias, alors que le pays a besoin d'une profonde remise en cause politique et économique. La facture alimentaire atteint les 10 milliards de dollars et en 2014, la dépense publique frise les 100 milliards de dollars, ce qui est un record en Afrique. Le retour d'Ahmed Ouyahya, va dans ce sens. L'enfant du système, développe sans cesse, une démarche de proximité avec le président et ses chances de présidentiable, se sont amenuisées avec le dernier chamboulement du FLN. Le RND, ne peut pas être majoritaire et les caciques, veulent un président et un gouvernement FLN. Sur ces questions, l'unanimité semble de mise. Les décideurs, dans les échéances à venir ne peuvent pas se passer d'un appareil structuré, dans tous les coins du pays. D'autre part, le patrimoine historique de ce parti, est seul à même de suppléer à la crise de représentativité de l'élite gouvernante. Le grand absent de tout ce grenouillage-déballage, c'est un débat de fond lié à l'avenir du pays, un projet de société en fait.

## **2. Des scandales récurrents et des procès réglés comme du papier à musique.**

Il y a dans l'air, comme le parfum d'une troisième voie qui serait porté par Gaïd Salah, qui serait favorable à une solution à l'égyptienne. C'est un scénario couteux ? Risqué ? Un homme nouveau et inconnu qui se poserait en recours. La presse nationale a évoqué un Chadli bis. L'homme se déploie en ce sens. De nouvelles prérogatives du DRS (sécurité militaire), lui ont été attribuées, semble-t-il, dans le cadre d'une réorganisation concertée, entre lui et le patron du DRS6. On a vu, qu'une telle solution autoritaire, n'a pas beaucoup gênée les Occidentaux et surtout les Etats-Unis, en Egypte.

Tout laisse entendre, que les tenants du système se préparent à une succession en douceur, malgré les scandales récurrents qui ont éclaboussé l'ère Bouteflika. Le projet du siècle, de l'autoroute est-ouest, est devenu l'une des plus grosses affaires de corruption. C'est l'un des plus gros scandales, avec celui de Sonatrach et l'affaire Khalifa, qui ont marqué fortement les mandats successifs de Bouteflika. L'autoroute est-ouest, a officiellement coûté au trésor public 11,4 milliards/dollars. Elle devait être achevée en 2009, mais d'importants travaux de réfection et de rénovation, sont engagés dans diverses régions. Son coût, a été revu à la hausse, à 13 milliards/dollars. Avec le scandale, on a essayé de quantifier les commissions occultes versées. La presse a cité le chiffre de 900 millions de dollars de pots de vin, mais rien ne permet de le prouver. Officiers de l'armée, enfants de dignitaires, responsables de l'agence ANA (Agence nationale des autoroutes), cadres du ministère des travaux publics, entrepreneurs algériens et étrangers, c'est une flopée d'acteurs qui sont liés à cette affaire. Le ministre des Travaux publics, est lui-même impliqué<sup>7</sup>.

Le grand nettoyage a commencé et « tout sera soldé avant la rentrée », pour organiser la succession dans un climat apaisé<sup>8</sup>. Les grands procès, celui de l'autoroute est-ouest, de Sonatrach 2, de l'affaire Khalifa, s'inscrivent dans le cadre de cette grande lessive. Ces procès, lancés au printemps 2015 et qui ont vu la dilapidation de milliards de dollars, sont les premiers signes de ce toilettage qui marque une volonté de classer les dossiers qui ont éclaboussé le régime, pendant l'ère Bouteflika. Le pouvoir, veut clôturer les dossiers brûlants de la corruption pour la prochaine étape. Tout est fait, pour juger les lampistes et préserver les véritables instigateurs de ces scandales, dans le cadre de procès préfabriqués, pour leurrer l'opinion publique et redorer le blason de la lutte contre la corruption, aux yeux de l'opinion internationale. Les jugements retenus, lors des procès de l'autoroute est-ouest et de l'affaire Khalifa, suintaient la décision politique. Le dossier Khalifa, est clôturé, sans que les véritables responsables, soient connus. Effacer, les traces du crime et prendre toutes les garanties, pour l'avenir, en cas de changement de rapports de force. Le système a ainsi un lien organique avec la corruption et les jugements sont l'expression d'une option politique pour frayer la voie à une quête d'un nouveau consensus, entre les différentes fractions du pouvoir et parier sur l'avenir.

## **3. Le président conforte sa position hégémonique.**

Le rôle de l'armée, dans le système politique algérien a toujours été mis en évidence par la place que cette dernière a prise, dans la construction de ce dernier. Depuis novembre 1954, la priorité a toujours été donnée aux armes sur le débat politique. Au lendemain de l'indépendance, le noyau de l'armée des frontières, sous la houlette du colonel Boumediene, va constituer le socle de la cristallisation du pouvoir en Algérie. L'avènement du pouvoir Chadli, va consacrer l'émergence de la sécurité militaire comme instrument premier de pouvoir. C'est Kasdi Merbah, commandant de la sécurité militaire qui va imposer Chadli Bendjedid à ses pairs et éliminer le dauphin désigné Abdelaziz Bouteflika, candidat de l'aile libéral et Mohamed Salah Yahyaoui, responsable de l'appareil du parti et candidat de l'Union Nationale de la Jeunesse Algérienne (UNJA) et du courant boumediéniste.

De même que l'appareil de la sécurité a parrainé la candidature de Bouteflika, lors des trois premiers mandats et parfois contre l'Etat-major de l'armée (en 2004, ce dernier a soutenu la candidature d'Ali Benflis). Le deal entre Bouteflika et les généraux, est rompu le 13 septembre 2015, avec le départ du général Toufik. Il avait pour objet de donner une couverture politique à l'accord passé entre l'armée et les islamistes, pour mettre fin à la guerre civile. Le vide sidéral du champ politique, depuis les années 1990 a mis en avant les structures de l'institution militaire.

Définissant les caractéristiques principales de l'Etat, Engels plaçait « l'institution d'une force publique qui ne coïncide plus avec la population et s'organisant elle-même en force armée. Elle se renforce à mesure que les contradictions de classes s'accroissent, à l'intérieur de l'Etat. » La dynamique de l'Etat algérien, est de ce point de vue caractéristique. Elle porte, les marques de transformation de ce dernier « par hypertrophie de sa structure force publique militaro-policière »<sup>9</sup> Les révoltes populaires menaçantes et les rivalités de pouvoir, ont fait croître à tel point la force publique qu'elle a dévoré la société toute entière et même l'Etat<sup>10</sup>. Parce qu'elle s'est présentée comme l'héritière de l'armée de libération nationale (ALN), l'armée a savamment joué de la confusion entre armée et nation, fortement entretenue par les médias et les thuriféraires du régime<sup>11</sup>\*. Le rôle de police qu'elle a assumé pendant la décennie sanglante (les milliers de morts et de disparus, des milliers de blessés et d'handicapés et trois millions de déplacés), la disqualifie pour incarner la nation. Elle est désormais appelée à jouer le rôle d'une armée classique, au service d'une bourgeoisie rentière dont elle est la gardienne attitrée. Le général Gaïd Salah, a rappelé en décembre 2014 l'opposition, en mettant le holà au débat sur une éventuelle élection présidentielle anticipée.

En entrant par effraction dans le débat politique, le général vice-ministre de la défense, ne réaffirme-t-il pas la pérennité de l'armée, dans la gestion de l'Etat et des affaires du pays ? Ce qui est sûr, c'est qu'il y a une guerre sans merci entre des forces opaques, qui ne concerne pas le pays utile. Dans cette guerre implacable, le président semble avoir remporté la première manche, avec l'élimination du général Médienne Toufik, figure de proue des services de sécurité et homme jusqu'à présent indéboulonnable du régime algérien. Mais, selon le site « Mondafrique », ce n'est pas encore la dernière ligne droite, menant à la fin du système politique algérien. L'hyper-président malade et âgé, préparerait sa succession en neutralisant les services de sécurité omnipotents, après avoir pris le contrôle du gouvernement, de l'armée, de l'Assemblée nationale et du milieu des affaires. De ce point de vue, rien n'est laissé au hasard. Et pour faire bonne mesure, il a appelé l'opposition et la majorité présidentielle à un « pacte moral », pour sortir le pays de la crise et « renforcer la démocratie »<sup>12</sup>.

Cette situation politique de forte opacité, prend des allures surréalistes, marquées par l'arrestation d'un général de la lutte antiterroriste, jusque là intouchable et « facilitateur d'affaires », un prétendu dirigeant de l'aile armée du FIS (AIS) qui a négocié une trêve avec le DRS (Direction de la Recherche et de la Sécurité) et qui annonce qu'il va créer un parti, à l'issue d'un grand rassemblement toléré par les autorités, dans les monts de Jijel, une ministre de l'éducation nationale qui a alimenté la chronique de l'été, en annonçant vouloir « remplacer l'arabe classique qu'elle ne maîtrise pas, par l'arabe dialectal à l'école » et le prix du pétrole qui continue sa chute abyssale face à un gouvernement sidéré qui s'interroge s'il y a crise ou pas et qui improvise un discours où chaque ministre affirme que son secteur n'est pas concerné par les restrictions.

Pour ne pas être en reste, le ministre des finances développe un discours incantatoire, pour attirer l'argent suspect du marché informel, vers les circuits officiels. Pendant ce temps, le premier ministre essaie de vendre l'austérité qu'il veut tailler pour les classes populaires et les coupes drastiques, dans les investissements publics. Ce qui donne une idée de l'émiettement du pouvoir et de l'absence inquiétante de centre. Le spectacle, est celui d'un pouvoir aux abois, qui a perdu les quatre points cardinaux.

#### **4. Une manne pétrolière, à l'origine d'une économie désastreuse.**

Les remaniements successifs, qui ont marqué l'été, n'ont pas éclairé l'opinion et les travailleurs sur la politique économique du gouvernement Sellal. Le moins qu'on puisse dire, est que les changements opérés soulignent, on ne peut mieux, le maintien d'un cap c'est-à-dire plus que jamais, la continuité. Face à la chute des prix du pétrole, la mission du nouvel exécutif, est à haut risque, dans un contexte délicat, marqué à la fois par des enjeux politico-sécuritaires régionaux et la crise économique. Le plan anticrise concocté par un conseil des ministres restreint, n'a pas révélé le détail des mesures arrêtées. Le volet social, jusque là maintenu relativement à l'abri des contre coup du prix du baril risque d'être touché, avec toutes les conséquences qu'on imagine.

La loi de finances 2015, celle initiale, est élaborée avec un baril de pétrole de référence, côté à 100 dollars. Elle n'a pas pris en compte la baisse du prix enregistrée en 2014 et notamment au cours du dernier trimestre. Le budget de l'Etat pour 2015, comme tous ceux qui l'ont précédé depuis 2008, est inscrit sous le signe d'une importante croissance des dépenses publiques. Un rythme d'augmentation, selon les données disponibles, 5 fois supérieur à celui du PIB, avec des dépenses de fonctionnement qui atteindraient la barre de 5 000 milliards de dinars.

Le premier ministre Abdelmalek Sellal qui a toujours péroré sur les atouts du pays et qui a distribué l'argent de la manne pétrolière, dans ses visites dans toutes les wilayates<sup>13</sup> du pays pendant la campagne présidentielle, a mis un bémol et a donné un tableau sombre des finances du pays, qui prévoit des coupes sombres dans le budget, lors de la loi de finances complémentaires 2015 (LFC 2015), notamment dans le secteur de l'emploi. Il affirme qu' « au rythme des dépenses actuelles, les caisses de l'Etat seront presque vides en 2019 ». Au cours du premier trimestre 2015, le pays a enregistré une baisse de 50 %, de ces recettes pétrolières. Les prévisions des recettes pétrolières de la loi de finances initiale 2015, étaient de 66 milliards de dollars, parce que basées sur un baril de pétrole de référence, de 100 dollars. L'Etat, a recours régulièrement au FRR, pour couvrir les déficits budgétaires.

Le ministère des finances, a annoncé une baisse de flux vers ce fonds de 60,7 %. Les recettes qui seront engrangées, seront d'à peine 33,8 milliards de dollars. Des pertes de 32 milliards de dollars, sont prévues d'ici la fin de l'année, avec une réduction des réserves de change (151,5 milliards de dollars). En 2015, les dépenses du fonds, vont atteindre 2037,4 milliards de dinars et les recettes escomptées ne seront que de 710,8 milliards de dinars, soit 34,9 %. Les plus pessimistes aujourd'hui, n'écartent plus, un scénario catastrophe, en cas d'échec du plan anticrise qui est tout simplement la loi de finances complémentaires. Les orientations principales, demandent aux experts du ministère des finances, de procéder à des coupes dans les dépenses et à chercher des ressources de substitution, pour le budget de l'Etat. Malgré les mesures d'arbitrage et la volonté de réduire les importations, ces dernières avoisineront les 57,3 milliards de dollars et le déficit commercial prévu, sera de 24,5 milliards de dollars. C'est énorme ! Ce qui sous-entend, la fonte totale des réserves de change, à la fin du quinquennat 2015-2019. Le pays va y puiser entre 35 et 40 milliards de dollars par an. La banqueroute, ne serait pas loin.

Les injonctions du FMI et du patronat, sont discrètement prises en compte. Le gouvernement d'Abdelmalek Sellal, table sur la loi de finances complémentaire (LFC 2015) et les recettes fiscales (près de 150 milliards/dinars), pour couvrir les pertes consécutives au reflux des recettes pétrolières. Dans le projet adopté par le gouvernement et qui est signé par ordonnance présidentielle, entre deux sessions, les dépenses enregistrent une baisse de 5 %. Ce qui entraîne une coupe sombre dans les projets publics, dans tous les secteurs et notamment dans ceux de l'éducation nationale et de la formation (- 9 %) et le soutien pour l'accès au logement enregistre une baisse de 36,6 milliards de dinars (-12,4 %)14. Les dépenses publiques, vont baisser par rapport à la loi de

finances initiale, de 2015 de 438,5 milliards de dinars, soit 4,9 %. Cela augure d'une volonté, de procéder à des coupes sombres, dans les secteurs sociaux et d'imposer l'austérité, aux couches les plus fragilisées du système Bouteflika. Un train de mesures d'austérité, est concocté par les experts du pouvoir et la facture au fil du temps, sera lourde pour les couches populaires.

La crise, va imposer l'austérité aux travailleurs, malgré le discours rassurant du chef du gouvernement, Sellal, après des années d'opulence et de gabegie ostentatoire, des dignitaires du régime. Cela montre surtout, l'ampleur des retombées négatives sur le plan économique et sociale, du recul des recettes pétrolières. Sur le budget d'équipement (le fameux programme du président) qui baisse de 11,3 %, l'impact sera très important et tous les projets publics, vont connaître une baisse, dans tous les secteurs. Le projet de LFC 2015, affirme dans ses orientations, le souci de préserver le FRR (Fonds de régulation des recettes) des recettes pétrolières, créé en 2006 pour compenser les déficits publics. Avec le recul des recettes pétrolières (près de 50 %, au 1<sup>er</sup> semestre 2015), beaucoup d'experts économiques, prédisent sa disparition. L'Etat, va de plus en plus puiser dans ce fonds de régulation des recettes, pour financer le déficit budgétaire.

Pour ce qui est des retombées éventuelles, du plan anticrise du gouvernement Sellal, dans le cadre de la LFC 2015, certaines dispositions adoptées, sont tenues confidentielles. Le nouveau gouvernement, présente l'inconvénient lié à de nouvelles nominations, sans changement aucun au niveau de la manière de faire et l'approche des problèmes fondamentaux, reste la même. Ainsi, la révision de l'impôt, est liée au problème des situations de rente et le problème des subventions généralisées qui génèrent l'excès de consommation et le gaspillage, est intimement lié à la peur d'ébranler le front social. A ce jour, l'Etat n'a pas encore décidé de réduire son train de vie et les coupes dans les projets importants du programme du président, n'ont pas concerné le chantier de la grande mosquée qui à peine à 50 %, de sa réalisation a consommé toute l'enveloppe qui lui a été allouée (1 milliards de dollars).

Le lien occulte de certains ministres avec des milieux d'affaires influents laisse augurer de conflits d'intérêt qui vont obérer l'effort prétendu, pour éliminer les effets de la crise. Le nouveau ministre des finances Abderahmane Benkhalfa, présenté comme libéral convaincu, était parmi les négociateurs des clauses du rééchelonnement, des années 1990, qui ont mis le pays en coupe réglée. C'est un orthodoxe qui fera fi des besoins sociaux. Il est l'une des chevilles ouvrières, avec le ministre de l'énergie, du chantier le plus important du nouveau gouvernement Sellal, qui sera la mise en œuvre du plan anticrise. Celui-ci, vise la rationalisation des importations, l'arbitrage entre les dépenses, pour le gel ou le report de certains projets d'investissements publics, le gel du recrutement dans la fonction publique (à l'exception des secteurs de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche et de la santé) et la relance de la production nationale. Mais maintenant que les recettes des exportations des hydrocarbures accusent un net fléchissement, il y a danger sur les importations des produits alimentaires. C'est dans l'agriculture, que les experts planchent pour la mise en place d'un plan de substitution aux importations alimentaires.

La valeur de la production agricole, serait de 29 milliards de dollars. Et c'est à ce niveau que tous les programmes mis en place, ont échoué. Les améliorations des rendements, dans l'agriculture sont gommées par la pression démographique, l'urbanisation et le mode de consommation. Le lait et les céréales, occupent 50 % des importations alimentaires. A elles seules, selon le ministre du commerce, ces filières absorbent 80 % des subventions. Leur facture, plafonne à plus de 5 milliards de dollars. La consommation de lait par an et par habitant, est de 147 litres alors que la production est de 80 litres/an /habitant. Le subventionnement tel que pratiqué actuellement, n'est pas de nature à aider le développement de la production locale. Les efforts, pour développer les filières lait et les céréales et renforcer la connectivité de l'amont agricole, avec les filières industrielles et de transformation, peinent à trouver la voie. L'amélioration des rendements, serait au cœur de la problématique de la sécurité alimentaire (itinéraire technique et irrigation d'appoint). Selon la



prospective officielle, la production céréalière doit passer du simple au double entre 2015 et 2019 et atteindre 70 millions de quintaux (contre 34 millions de quintaux actuellement). La production de pomme de terre, pour la même période passera de 46,8 millions de quintaux à 67,7 millions de quintaux et celle des dattes, de 9,34 millions de quintaux à 12,57 millions de quintaux. La production de lait, doit passer de 3,57 milliards de litres à 4,25 milliards de litres de lait frais. Les conditions pour atteindre ces objectifs, sont l'augmentation des superficies irriguées d'un million d'hectares et l'amélioration de la qualité des semences. Pour ce dernier aspect le pays, reste stratégiquement dépendant de la semence importée de l'étranger.

La nomination du ministre de l'énergie, intervient dans un contexte difficile, marqué par la baisse des recettes des hydrocarbures et un déclin de la production, consécutif à la baisse des réserves au moment où la demande en produits énergétiques, est entrain d'exploser. Le nouveau ministre, est attendu, sur le dossier du gaz de schiste et la redynamisation du secteur. Il doit dit-on, absolument augmenter la production de pétrole et de gaz et augmenter de façon significative les réserves d'hydrocarbures, pour préserver et consolider les parts de marché, sur les marchés internationaux.

## **5. L'opposition populaire, doit arracher son autonomie politique.**

La vie politique dans le pays, est complètement plombée et l'économie est en état de dégradation avancée. De larges pans de la société, sont jetés dans la précarité. La prédation au sommet de l'Etat, précipite le pays dans le chaos, « le pays va droit dans le mur »<sup>15</sup> Le bilan politique de l'ère Bouteflika (1999/2015), est dominé par le fait du prince qui voit un net recul des acquis des luttes des années 1980 et l'émergence d'un jeu clanique aux relents fortement passésistes. C'est une dérive césariste, marquée parfois de répression sanglante du mouvement de masse (le cas du printemps noir, en Kabylie, en 2001) et le verrouillage du champ politique et médiatique, par des lois liberticides (viol du droit de grève, interdiction des marches, des rassemblements et manifestations pacifiques) et implosion des formations politiques d'opposition.

C'est à un véritable retour de l'ère des prétoriens, des années 1960/1970 auquel on a assisté, marqué par l'image d'un président omnipotent distillée par les médias et les institutions officielles, ne sont que le reflet de sa volonté. Le pouvoir, a évité autant qu'il peut grâce à la manne pétrolière, le choc avec le mouvement populaire. Il a adopté le style de faire assimiler ses objectifs, par le matraquage quotidien d'une presse aux ordres et une partitocratie complètement intégrée aux jeux du pouvoir. C'est une logique de normalisation par les élections truquées et les institutions contrôlées. C'est une variante qui se caractérise par la réalisation, par en haut des revendications accumulées, par en bas, au cours de ces dernières années. C'est un mécanisme qui a fait école en Amérique latine, qui permet de récupérer de la rue les matières inflammables et de réorienter la vie publique, vers le cœur des institutions et de démobiliser la dynamique de la revendication sociale. L'effet de démobilisation, est plus grand grâce au niveau des disponibilités de la rente pétrolière. L'emploi, a augmenté même si c'est dans le cadre précaire.

La duplicité des pouvoirs autoritaires, va jusqu'à coopter des partis politiques, des syndicats et des associations des droits de l'homme qui, d'une certaine manière contribuent à exclure la gauche et le mouvement syndical, par rapport à des enjeux qui lui étaient familier (le programme historique de la gauche)<sup>16</sup>. D'aucuns pensent que la position de principe, du repli sur le quant-à-soi pour déployer le drapeau et gérer « une parcelle idéologique et organisationnelle inamovible »<sup>17</sup>, fait le lit de la marginalité. Elle évacue, « l'art politique de conquérir, dans des circonstances concrètes, une audience et une influence en fonction des changements de circonstances »<sup>18</sup>.

Pour le reste, la morosité a gagné tous les secteurs de la vie politique et économique. Il y a une

désaffection profonde à l'égard de la classe politique et ses dernières années, les taux d'abstention aux élections, sont les plus forts depuis l'indépendance. Lors des deux derniers scrutins, moins d'un algérien sur trois, a accompli son devoir électoral. La soi-disant élite, « reprend en boucle des idées surannées et le concept d'indépendance nationale, s'est décliné dans le mal développement »<sup>19</sup>.

Le phénomène récurrent de désagrégation sociale, s'accompagne pendant les périodes électorales, d'une percée des opportunistes qui engrangent les voix des sans-partis. Un mouvement social balbutiant, émerge des profondeurs d'une société fragmentée et atomisée et qui a largement intégrée les codes d'une « démocratie autoritaire ». Ce mouvement social, fait ses premières armes dans des expériences syndicales qui demeurent en marge des bastions historiques de la lutte sociale. C'est un contexte qui potentialise énormément les explosions sociales à contenu émancipateur limité. Mais, il y a bel et bien un réveil des mouvements sociaux, après près de deux décennies de léthargie et de violence aveugle.

### **Août-septembre 2015, Mahdi Sâad-Eddine**

#### *Notes*

1. Ceux qui convoient l'argent sale, dans des sacs poubelles : les milliardaires.
2. Voir le Monde diplomatique, sur Droitisation, mode d'emploi. Serge Halimi, n°735 juin 2015.
3. Les redresseurs du clan Belayat et consorts.
4. M. Harbi. Lettre aux citoyennes et citoyens algériens. La Tribune d'octobre n°6/7 du 22 avril 1989.
5. Editorial. Le Quotidien d'Oran, « pour l'Algérien, la menace est l'extérieur ». K. Sélim.
6. Le quotidien francophone El Watan, 2 juin 2015. H. Ouali.
7. Source : Jeune Afrique n° 2813, du 7 au 13 décembre 2014.
8. Le Quotidien d'Oran, jeudi 4 juin 2015. A. Charef.
9. Cette armée qui dévore l'Etat. Michel Lequenne.
10. Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat. F. Engels.
11. Voir l'ouvrage L'INSTANCE, l'Etat algérien 50 ans après. El Hadi Chalabi.
12. Le Quotidien d'Oran, 3 septembre 2015.
13. Découpage administratif qui correspond aux anciennes préfectures.
14. Le quotidien arabophone Ech-Chorouk, 27 juin 2015.
15. Hadj Nacer, ancien gouverneur de la Banque d'Algérie.
16. Inprécor novembre-décembre 2007 n°532/533. Argentine : la gauche dans son labyrinthe. G. San Martino.
17. Idem.

18. Idem.

19. Le Quotidien d'Oran, 3 septembre 2015. A. Cherif.

---

**P.-S.**

\* « Algérie : Les solutions musclées sont devant nous ». Jeudi 8 octobre 2015, mise à jour Jeudi 8 octobre 2015, 10:23 :

<http://www.npa2009.org/idees/algerie-les-solutions-musclees-sont-devant-nous>